

Le cimetière de Torrero, un lieu de mémoire de 1936 à 2010.

Juillet 1936 : une part importante de l'armée espagnole se dressa contre la Seconde République. Le plan consistait en un soulèvement avec une victoire rapide pour conquérir le pouvoir.

Les choses, cependant ne se déroulèrent pas comme prévu. En effet, les militaires insurgés connurent les défaites dans la plupart des grandes villes et une longue guerre civile de près de 3 ans s'ensuivit.

En Aragon, avec une garnison très unie et avec les forces de la garde civile et d'assaut incorporés dans les mouvements de l'armée, Saragosse tomba très tôt du côté des insurgés, bien que les syndicats maintinssent une grève et une certaine résistance armée durant quelques jours. Le soulèvement triompha aussi dans toutes les localités aragonaises où il y avait des garnisons, à Teruel, Huesca, Jaca et Calatayud excepté Barbastro où le colonel Villalba demeura fidèle au Gouvernement.

Quelques jours plus tard, des militaires armés venant de Catalogne et du Pays Valencien pénétrèrent en Aragon dans le but de récupérer les 3 capitales. Bien que leur objectif ne fût atteint, ils occupèrent nonobstant la moitié orientale de la région, une étendue territoriale de plus de 20 000 km² et 400 000 habitants.

L'Aragon, comme l'Espagne était partagé en deux. L'Espagne était ensanglantée et la République obligée

d'affronter une guerre civile, une lutte violente qui impliqua tant les militaires que la population civile.

Page 2 Photo et légende : Gumersindo de Estella, aumônier de la prison de Torrero. 1937.1942

Le cours des événements fut très semblable dans les 3 chefs-lieux de la région d'Aragon. Les militaires quittèrent leurs quartiers, envahirent les rues et proclamèrent l'état de guerre. La présence de soldats stationnés en piquets avec leur mitrailleuse installés devant les principaux bâtiments publics montrait la gravité de la situation. Les gouvernements civils furent remplacés par des militaires. A partir de cette nouvelle situation, ils destituèrent les autorités politiques et ordonnèrent que la Garde Civile des différents villages appuie le soulèvement contre la République.

* Je remercie Pedro Villasol, chef de l'administration du cimetière de Torrero pour l'information et la documentation fournies pour rédiger cette recherche.

Cementerio de Torrero
traduction en français.
Le 19.04.2018

JULIAN CASANOVA

P.3

MOURIR à LA FILE

P.6

VICTIMES

P.14

MÉMOIRE des
VAINQUEURS

Et

Des VAINCUS

SARAGOSSE

Mairie

Ainsi commencèrent les emprisonnements en masse, la répression sélective pour éliminer les résistances, les tortures systématiques et la terreur « brûlante », celle qui laissait les citoyens abattus dans les fossés aux bords des routes, sur les bords des rivières, les murs des cimetières. L'obéissance à la loi fut remplacée par le langage et

la dialectique des armes, le mépris des droits humains et le culte de la violence. Les adversaires politiques et idéologiques ou 2simples adversaires n'avaient plus le droit d'être considérés comme des compatriotes. Avec la déclaration de guerre, les militaires insurgés déclarèrent « rebelles » ceux qui défendaient la République.

MOURIR EN RANG

La religion et le patriotisme protégèrent plusieurs milliers de citoyens à Saragosse pendant la Guerre Civile et après la Guerre. Des centaines d'entre eux ne furent jamais enregistrés comme défunts pendant que beaucoup d'autres (581 hommes et 26 femmes exactement) apparurent inscrits comme « hommes ou femmes non identifié-e-s. Au début dans les mois suivants le soulèvement militaire, cette terreur ne s'embarassa ni de procédure ni de garanties préalables. Seules 27 des 2597 victimes enregistrées en 1936 passèrent par les conseils de guerre.

Parfois, les autorités judiciaires se présentaient pour procéder à l'évacuation des cadavres mais la norme en ces premiers temps était qu'ils demeurent abandonnés au bord du canal Impérial, en rase campagne de Valdespartera ou dans les quartiers de banlieue de la capitale. Leurs assassins étaient souvent membres de patrouilles « paramilitaires » armées par la police, les gardes les autorités militaires qui agissaient la nuit sans avoir besoin de formalités ni de procédures légales.

Quelques mois plus tard, les tribunaux militaires mis en fonction par les autorités putschistes légalisèrent les assassinats. Les exécutions se faisaient contre les murs du cimetière de Torrero, très près de la prison où on amenait les détenus dans l'attente d'un dossier judiciaire, d'être libérés ou que « l'autorité compétente » ordonnât leur sortie pour qu'ils soient conduits au peloton d'exécution.

Dans la Prison Provinciale inaugurée en octobre 1928 par le dictateur Miguel Primo de Rivera, conçue pour accueillir 200 personnes, s'entassaient les reclus, hommes et femmes. Près de 1300 y séjournèrent au 1° septembre 1936 et 3977 à la fin de la guerre, le 1° août 1939.

Page 4 :2 photos 1 Lieu d'exécution contre le mur

2 ° photos de 1979, même lieu mur arrière photo de 1936

Quelques mois plus tard, le nombre de prisonniers atteignit 4740 et 1500 personnes en plus furent intégrées dans les prisons habilitées à Casablanca et à St Jean de Mozarrifar. Entre ces dates des centaines de prisonniers subirent « les extractions » sans discernement, procédé arbitraire utilisé pour choisir les victimes qui furent conduites au cimetière pour y être exécutées selon les sentences de mort dictées par les tribunaux militaires.

Il y eut un témoin exceptionnel de ces transferts et exécutions, Gumersindo de Estella, un père capucin chargé de « l'assistance spirituelle aux prisonniers » et qui écrivit sous forme de journal des mémoires extrêmement troublantes dans lesquelles il écrit le rituel quotidien des fusilllements, les confidences des condamnés à mort, l'attitude d'une partie du clergé catholique, engagé « à créditer par son empreinte divine une entreprise passionnelle de haine et de violence ». Il débuta sa charge d'aumonier de la prison le 11 mars 1937 et s'y maintint avec quelques absences contraint par sa maladie jusqu'au 11 mars 1942.

La chapelle de la prison de Torrero de Saragosse était en réalité un local utilisé comme « salle des juges » et les jours d'exécutions on y improvisait un autel avec les accessoires pour la messe. Un portrait de Franco présidait la cérémonie jusqu'à ce qu'à la mi 1938 Gumersindo de Estella obtint qu'il soit retiré, ayant signifié avec insistance aux autorités

que « la présence de Franco dans la chapelle et son autel comme t sain énervait les prisonniers et leur causait une féroce indignation car ils savaient qu'il signait leur sentence de mort. »

Les prisonniers entraient dans la chapelle vers 5 h. du matin. L'aumonier parlait avec eux, les questionnait sur leur famille, la raison de leur condamnation à mort et surtout s'ils pratiquaient leur religion. Quelques-uns acceptaient la confession « avec un recueillement exemplaire » D'autres devaient être convaincus de la nécessité de « chercher la consolation dans le surnaturel ». Il y avait ceux qui n'admettaient pas le dialogue ou refusaient de recevoir de l'aide spirituelle. "Non, monsieur, ne m'invitez pas à pratiquer la religion", lui dit un détenu le 11 juin 1938. "Les droites (politiques) tuent au nom de la religion et elles font la guerre au nom de la religion, et une religion qui leur inspire tant de cruauté, que je ne le veux pas."

À six heures du matin, les gardes civils ont commencé "la besogne" de leur lier les mains. De la prison, ils étaient transférés vers les murs du cimetière dans une camionnette. Pendant le court trajet, les "cris plaintifs incessants" que le prêtre a essayé de calmer en leur donnant à embrasser le crucifix ont continué sans relâche. Il les a accompagnés jusqu'à ce qu'ils soient placés dans une rangée regardant le mur. Après être tombés abattus par des tirs du peloton d'exécution, il leur donnait l'absolution et l'extrême-onction avant le lieutenant de garde ne s'approche et ne décharge encore « deux ou trois coups de pistolet dans la tête ».

Fin page 5

LES VICTIMES

Les militaires putschistes semèrent la terreur dès le premier instant, intimidant, tuant, écrasant les résistances. Lorsque ce coup d'état militaire dériva en guerre, la destruction de l'adversaire devint une priorité absolue. Les premières victimes furent les autorités politiques, les illustres républicains et dirigeants politiques et syndicaux. C'étaient des personnages publics qui paraissaient dans les journaux dont on connaissait les domiciles et qui dans beaucoup de cas avaient participé à des actions, des réunions, des fêtes aussi avec des militaires qui commandèrent ensuite de les liquider. Huit conseillers républicain ou socialistes : Alfonso Sarria, Bernardo Aladren, Genaro Sanchez Remiro, Antonio Ruiz, Antonio Aramendi, Casimiro Sarria, Joaquin Uriarte y Manuel Perez Lizano. Ce dernier qui avait été maire républicain de Saragosse pendant 10 mois de 1932.1933, était en juillet 1936, président départemental de Saragosse et de la Croix-Rouge. Son cadavre fut trouvé par des membres de cette institution aux abords du canal Impérial d'Aragon. La cause de sa mort selon l'inscription sur le registre du 13 août 1936, fut « fracture du crâne ». Il avait 38 ans.

L'ire des militaires et phalangistes visait spécialement les députés élus de la coalition du Front Populaire en février 1936. Dès le rapport établi par le secrétariat du Congrès des Députés et publié le 22 août 1938, 40 députés furent assassinés et 12 emprisonnés ou portés « disparus » sur le « territoire rebelle ».

Gregorio Vilatela Abad, avocat et député républicain élu dans la province de Teruel, fut détenu suite au triomphe du soulèvement militaire.

Photo de Manuel Perez Lizano.

Il fut, transféré de Teruel à Saragosse et fusillé le 10 août 1936. Selon le registre, il mourut « d'hémorragie interne ».

Une part importante du succès du putsch passait par l'empêchement des actions et des possibles résistances des gouverneurs civils, de l'autorité politique la plus haute dans les provinces espagnoles. Le républicain Angel Sera Coronel avait été nommé gouverneur civil de Saragosse le 22 février 1936. Il était cadre industriel de la ville d'Elda et président du conseil d'administration de la banque d'Elda. Il avait 40 ans et avant d'arriver à Saragosse il avait participé aux gouvernements civils de Caceres et Cadiz.

Photo de la façade de la prison de Torrero

Au cours de ces mois de printemps 1936, il fut fréquemment médiateur dans les négociations entre les propriétaires et travailleurs, chose très difficile dans une ville qui avait connu pendant la guerre civile de nombreux conflits pendant la période républicaine, une insurrection noyée dans le sang en décembre 1933 et une longue grève générale au printemps 1934.

La nuit du 18 juillet avant que le général Cabanellas déclarât l'état de guerre, il refusa la distribution des armes demandées par une délégation de la CGT et de l'UG. Isolé dans l'immeuble du Gouvernement Civil où jamais il ne put compter sur la loyauté

des forces de sécurité, il fut détenu par le commandant de la Garde Civile Julian Lasierra, son substitut au poste de gouverneur. Le 20 juillet il fut choisi avec 20 autres détenus, rassemblés dans un convoi spécial, » prisonniers d'importance majeure » avec l'intention supposée de les transférer à la prison de Tarragone puisque selon les paroles du délégué de l'Ordre Public « il fallait décongestionner la prison et d'autres établissements analogues ». L'expédition n'arriva jamais à destination. Selon les déclarations des forces de sécurité qui en assuraient la garde, sur le chemin sur le territoire de la localité de Pedrola (Saragosse) « la voiture cellulaire » dut s'arrêter « à cause de tas de pierres sur la route et sûrement en accord avec les prisonniers qui demandèrent la permission (Vera Coronel et Angel Montejano) de faire un besoin corporel.

Début Page 8 Les gardiens ouvrant la porte « les détenus se jetèrent sur eux au cri de maintenant » (...) et celui qui approuva l'attitude de fuite (...) « feu »

C'est-à-dire qu'on leur appliqua « la loi de fuite » et l'article 253 du Code de Justice Militaire qui » condamnait à mort quiconque maltraite de fait sentinelle ou gardien ». Vera Coronel fut enregistré à Pedrola comme « cadre de la poste ». La cause de sa mort : « blessure par arme à feu ». Furent assassinés entre autres, le conseiller socialiste de la mairie de Saragosse, Joaquin Uriarte, le professeur de médecine Francisco Aranda, accusé d'appartenir à la Franc-Maçonnerie et » d'être dangereux dans son enseignement » ou dit autrement, de ne pas jouir « d'un bon concept ».

Un an après le soulèvement à Saragosse, mouraient encore plus de gens lors de « sacas » (rafles) et « paseos » (promenades) que fusillés par ordre de la justice militaire lors de conseils de guerre. Même au gouverneur civil fut cette procédure. Bien qu'il eût survécu aux exécutions en masse d'août à septembre 1936.

« On leur a appliqué la loi » mentionnait habituellement les rapports de police. Tout comme aux maîtres d'école, auxquels longtemps on ne cessa de la leur appliquer. La haine des conservateurs, catholiques, phalangistes à l'égard des personnes identifiées par les idées libérales républicaine ou socialistes ou qui avaient lutté contre l'enseignement religieux, ou qui s'étaient proposés de de » soviétiser » l'école n'eut aucun frein. Par exemple, ainsi le rapportait Amaneser, le journal phalangiste de Saragosse : » pour les poètes engrossés, les philosophes enflés et les jeunes maîtres et autres parents, nous ne pouvons dire que comme la romance classique : « un moine qui les confesse et une arquebuse qui les tue ».

On ne tuait pas avec des arquebuses en 1936, l'arme n'étant pas négligeable, 33 maîtres furent assassinés à Saragosse, la majorité d'entre eux au cours des semaines après le soulèvement militaire. La stratégie bureaucratique qui fut montée pour leur « épuration » fut radicale. Selon l'ordre du 19 août 1936, de la Junte de défense de Burgos, l'organe suprême du pouvoir militaire présidé par le général Miguel Cabanellas, les maires devaient informer les recteurs des universités avant le 30 de ce mois, de la » conduite politico-sociale et de l'éducation morale » des maîtres de la localité. À partir de ce moment les recteurs pouvaient destituer ceux qui aurait déployer un travail « perturbateur ».

Le 17 septembre 1936, le recteur de l'université de Saragosse, Gonzalo Calamita suspendit emplois et salaire de 25 enseignants, bien que 3 d'entre eux avaient été fusillés en août.

A Francisco Aranda, professeur, de la faculté de Médecine de cette université auquel on avait appliqué « la loi de fuite » en juillet 1937, on instruisait encore son cas en avril 1940 pour « actions judiciaires eu égard à la loi et dans lesquelles l'accusé pouvait être impliqué »

Début page 9 : Et en octobre de cette année-là pour un autre professeur de la même faculté, Augusto Muniesa, son dossier d'instruction n'était pas clos. Lorsque le juge d'instruction des Responsabilités politiques demanda sa résolution, le recteur lui répondit que « peut-être à cause de son décès dans les premiers mois du » Movimiento Nacional il n'existe pas dans cette université d'antécédents relatifs à cette personne ».

Augusto Muniesa avait été fusillé le 7 octobre 1936 avec son frère José Maria, lui aussi professeur, de la faculté de médecine.

Dans les 2 cas la cause de la mort fut « fracture de la base du crâne ».

Photo de la couverture du livre *El pasado oculto* 1^o édition de 1992

La terreur militaire et phalangiste détruisit les conquêtes et les aspirations politiques de ces milieux intellectuels, professionnels et de l'administration qui avaient développé une politique commune marquée par anticléricalisme, le républicanisme, le radicalisme démocratique et dans certains cas, le messianisme vers les classes laborieuses.

Ce désastre qui se répandit comme une marée imparable sur les villages et les villes du territoire tombés aux mains des insurgés, fit penser à d'autres personnes, bien que placées depuis le début aux côtés du « glorieux mouvement sauveur de l'Espagne », que peut-être il n'était pas si « glorieux et sauveur ». Ces autres étaient comme les républicains assassinés, des intellectuels, des professionnels ou des fonctionnaires. Ils avaient été républicains et se gaussaient de cela au 14 avril 1931. L'intense mobilisation sociale et la radicalisation politique des années suivantes, qui culmina au printemps 1936, les avaient incités à solliciter ce qu'ils considéraient comme une nécessaire rectification de la République. Probablement ce que ferait le soulèvement militaire en nettoyant ce qu'il fallait et remettant les choses sur la voie de la république de 1931.

Saragosse procura plusieurs exemples de tensions et déceptions expérimentées par les Républicains

conservateurs qui accoururent à l'appel des militaires pour occuper des charges publiques jusqu'à ce que le sang de leurs amis et leur famille les éclaboussent. Ceci arriva au dirigeant du parti radical Luis Orensang, qui le 25 juillet fut nommé président du parlement provincial par le commandant de la garde civile Julian Lasierra, un poste qu'il connaissait déjà pour l'avoir abandonné en juillet 1935.

Début page 10 A cette occasion, Lasierra parla peu : « parce que ce n'est pas l'occasion de beaucoup de 9 paroles mais de beaucoup de faits » ; et il rappela que les militaires n'étaient intéressés par la politique mais par le décorum national.

Au nom de ce même décorum agirent dûment les groupes paramilitaires qui le 10 août abandonnèrent au bord du canal impérial le corps de son prédécesseur à ce poste, le républicain et libéral Manuel Perez Ligano ; un assassinat qui émut Luis Orensanz, bien que ce n'était que le début de ce qui allait advenir. Une semaine plus tard on l'obligea à démissionner, remplacé par Miguel Allué Salvador, homme plus énergique « et d'une adhésion absolue aux nouveaux principes » ayant été maire de la ville sous la dictature de Primo de Rivera. Avant la fin de l'année 2 de ses frères médecins furent assassinés : Enrique 60 ans le 2 septembre, Ventura 50 ans le un odontologue connu, le 28 novembre. Ventura était franc-maçon, Luis ne l'était pas mais pour boucler l'affaire, on l'accusa de l'être et on lui fit un procès très semblable à celui qui coûta la vie à ses frères.

La cause de la mort fut pour Enrique selon l'inscription, « forme violente » ; celle de Ventura, « fracture du crâne par arme à feu ».

Ces élites politiques, intellectuels et professionnels qui avaient embrassé le républicanisme constituèrent pour cette raison une cible de la terreur militaire et fasciste de 1936.

La répression sélective inclut aussi un nombre considérable de dirigeants et militants d'organisations ouvrières : certaines très connues aussi, qui participaient à des réunions et parfois apparenté à des républicains ; d'autres en majorité, étaient séparées des de ces élites par leurs aspirations révolutionnaires, par leur ouvriérisme radical et leur haine de classe.

Le syndicalisme révolutionnaire à Saragosse fut « trituré » et dans ses décombres apparurent les corps mutilés d'anarchistes de renom historique comme les frères Miguel Jose et Augusto Moisés Alcrudo, Joaquin Aznar, Antonio Ejarque ou Valeriano San Agustin. De notoires dirigeants socialistes et de l'UGT trouvèrent le même sort, comme Bernardo Aladres, Vicente Sist, Antonio Ruiz, Babil Fustinana.

Socialistes et anarchistes, communistes et syndicalistes tombèrent comme des mouches. Ils ne furent pas les seuls et le coup d'état militaire n'était uniquement dirigé contre eux. Le violent processus contre révolutionnaire qui s'ouvrit dans la zone rebelle, nonobstant, les avala, les extirpa de « dessous de la terre » comme disait Quipepo de Llano, les tuer et revenir les tuer.

Militaires, phalangistes, patrons, propriétaires et partisans de cet ordre réglèrent leurs comptes, soldant de vieux litiges, lassés des revendications ouvrières, des menaces révolutionnaires, des aspirations sociales et de leur réforme agraire. Apparemment on les tua parce que « socialistes », « communistes », « anarchistes », « athées ou « rouges », leurs assassins pouvant être « catholiques » ou « fascistes ».

Début page 11. Mais derrière la majorité de ces victimes il y avait une histoire de luttes et d'affrontement, qui pour quelques cas avait son origine avant la Seconde République.

Ouvriers, journaliers des chemins de fer et du bâtiment, sont des professions qui reviennent le plus parmi les victimes lorsque cette donnée est inscrite. Ouvrières et militantes des organisations du Front Populaire ou mères et sœurs de militantes étaient la majorité des 172 femmes assassinées ces années-là. Et la répression affecta pleinement les employés municipaux (70 assassinats et 12 membres de la garde Civile.

3543 victimes apparaissent inscrites sur les différents registres des défunts de Saragosse comme victimes de cette violence : 3096 pendant la guerre et 447 après la guerre, bien que nous ignorions le nombre exact d'assassinats dont les noms ne figurent pas dans les registres. 2597 personnes furent exécutées entre le 19 juillet et le 31 décembre 1936 et par mois, celui d'août fut le plus meurtrier avec 730 exécutés.

Le 18 août, un mois après le début du soulèvement 64 personnes moururent de mort violente : « fracture du crâne par arme à feu » fut la cause notée pour ce jour-là.

Rien ne changea avec la fin de la guerre, le 1er avril 1939 : le même rite de la mort, la farce des procès, le désespoir des prisonniers innocents et bien que la guerre fût finie en Aragon vers la fin du mois de mars 1938, avec la conquête du territoire républicain par les troupes du général Francisco Franco, depuis le 1er avril 1939, jusqu'en août 1946 il y eut 457 fusillés, la majorité d'entre eux provenant des contrées du Bas Aragon, Teruel et Saragosse.

Victimes de la violence franquiste à Saragosse

Guerr e 19/07/ 36 au 31/03/ 39		Après- guerre :01/04/ 39 à août 1946	
1936	2597	1939	95
1937	181	1940	128
1938	258	1941	54
1939	60	1942	56
		1943	33
		1944	33
		1945	17
		1946	8

Page 12

Photos Parents de victimes, du Second Drapeau de la légion Sanjurjo considérants les restes des morts

Pendant la dictature qui succéda à la guerre, dans la paix selon Franco, beaucoup de parents remuaient ciel et terre pour sauver leurs proches. Et ce qu'ils ont trouvé étaient longues, de fausses promesses, des tromperies macabres. Comme c'est arrivé à cette mère qui était le 12 février 1940 pour parler avec Gumersindo de Estella. Elle était heureuse parce qu'elle avait été très bien reçue à Madrid et était confiante que son fils serait gracié. « Malheureux ! », nota dans son journal le frère capucin, la mère ne savait pas que son fils, Juan Garcia Jariod, secrétaire à Caspe, 22 ans, était condamné à la peine de mort signée par Franco et avait été renvoyé à Saragosse pour l'exécution. Il a été abattu le lendemain, le 13 février, avec huit condamnés. 3 jours après, la grâce arriva.

Il y avait tant d'assassinats qu'ils ont même perfectionné la scène. Le 6 novembre 1939, lorsque Gumersindo de Estella arriva au cimetière accompagnant les 16 condamnés de ce jour, il observa une nouveauté. Ils avaient érigé une longue palissade de planches de plus de deux mètres de haut. Et entre cette clôture et le mur se trouvait un espace d'un mètre qui avait été rempli de terre. Les milliers de balles déchargées depuis juillet 1936 avaient détruit le mur et les coups de feu perçaient déjà le mur, atteignant les cercueils des niches du cimetière.

La guerre terminée, les vainqueurs réglèrent leur compte avec les vaincus en leur rappelant pendant 4 décennies qui étaient les patriotes et lui étaient les traitres. La première caractéristique de la terreur qui s'imposa après-guerre est qu'elle était organisée par le haut, basée sur la juridiction militaire, par les tribunaux et les conseils de guerre. Après la caractéristique explosion de vengeance dans les villes récemment reconquises par les franquistes, comme Barcelone, Valence ou Madrid, les « promenades » et les agissements de pouvoirs autonomes, comme les escadrons de la phalange cédèrent le pas au monopole de la violence du nouvel état, qui mit en marche des mécanismes extraordinaires de terreur sanctionnés et légitimés par la loi. Avec la juridiction militaire agissant à plein rendement, s'impose une terreur froide, administrative et routinière. À Saragosse les tribunaux militaires aggravèrent en peine de morts 447 cas jugés des années auparavant, condamnations affectant des membres de l'armée républicaine ou motifs que l'on « rassemblait en activités d'opposition au nouveau régime politique ». **Fin page 13**

**MÉMOIRE DES VAINQUEURS ET
MÉMOIRE DES VAINCUS**

La dictature de Franco rappela toujours la victoire dans la guerre et administra un châtement amer à ceux qui l'avait oubliée et aux enfants de leurs enfants. Villages, villes, églises et cimetières furent comblés de la mémoire des vainqueurs, de croix, monuments et plaques commémoratives des « morts pour dieu et la patrie ». Rues, places, collèges, hôpitaux, de centaines de villages portèrent depuis le nom de militaires putschistes, dirigeants fascistes de premier et de second rang et de de politiciens catholiques. On rappela des décennies durant les effets dévastateurs de la violence anticléricale et de la terreur rouge. Au contraire, des milliers d'assassinats par la terreur militaire et fasciste ne furent jamais inscrits ni rappelés pas même sur de misérables stèles. Les vaincus craignaient y compris de réclamer leurs morts.

Selon les données apportées par la mairie de Saragosse, en mars 1942 étaient enterrées au Cimetière de Torrero, 3936 « tombées dans la Croisade de la Libération, au front et dans les hôpitaux de l'Aragon ». Le 14 juillet 1942, le conseil municipal que présidait le maire Francisco Caballero décida de faire construire une « chapelle et une paire de niches, une de chaque côté, pour honorer conjointement » ceux qui moururent dans la Glorieuse Croisade ». L'appel d'offre eut lieu un an après et pour des raisons budgétaires, les travaux ne furent finis qu'en 1945 avec une substantielle augmentation du projet initial.

Les coûts des exhumations et du transfert des corps dans les niches funéraires étaient imputés sur les comptes municipaux. Les restes de presque toutes ces victimes, de 36560 exactement furent transférés dans les premiers mois de 1961 au Vall de los caídos (Madrid) qui avait été inauguré le 1° avril 1959, cette donnée figurant dans les archives conservées du Cimetière ce même mois, Francisco Caballero proposa « d'éterniser le souvenir des meilleurs d'entre nous » et quelques mois après la municipalité organisa un concours d'avant-projets pour la réalisation d'un monument commémoratif. Après plusieurs projets avortés à cause de la nature de la construction ambitieuse et dispendieuse, le monument surmonté d'une grande croix, fut terminé en 1954 et fut installé place Del Pilar où se trouve aujourd'hui la fontaine cascade de l'Hispanité, dédiée « Aux héros et martyres de Saragosse, tombés dans la Croisade de Libération 1936-1939 ». Fin page 14

Page 15 : 4 photos

Monument à Los Caídos. Place Del Pilar	Monument à Los Caídos.
Hommage aux héros morts dans la croisade Monument à Los Caídos. .	Chapelle des héros.

Début page 16. Là, tous les 20 novembre, jusqu'à la fin de la dictature on célébrait par une cérémonie l'hommage aux « héros morts dans la Croisade », à laquelle participaient les autorités principales du Mouvement National.

En 1990, au motif du remodelage de la place Del Pilar, le service de l'Urbanisme de la Mairie de Saragosse proposa de conserver le monument et de le transférer « sur l'accès principal du secteur le plus récent du cimetière catholique de Torrero ».

Les cadavres de la majorité des victimes mentionnées sur les registres des décès, assassinées dans la campagne de Valdespartera ou fusillées aux murs du cimetière de Torrero, furent enterrés dans deux grandes fosses de 500 m de long sur 2 à 4 m de large, sous la voie piétonne du bloc de niches 4.

Les victimes gisent là oubliées sans qu'aucune autorité ne fasse rien pour les exhumer et leur donner une sépulture digne, jusqu'en février 1979, quand commença l'exhumation des restes qui se trouvaient dans des caisses amoncelées l'une sur l'autre en plusieurs rangées.

Ces fosses furent ouvertes parce que les familles de 175 morts assassinés par les phalangistes et la légion du 2° Drapeau, originaires de Navarre et de la Rioja, demandèrent la permission à la mairie de Saragosse d'exhumer les restes de leur proche que l'on supposés enterrés dans le ce Cimetière. L'histoire avait commencé à l'été 1936, quelques semaines après la rébellion militaire, quand des centaines de jeunes de quelques villages de Navarre et de la Rioja furent recrutés de force dans la légion du Deuxième Drapeau de Sanjurjo.

Photo : Fosses d'où furent extraits les restes des victimes	Photo de l'endroit où se trouvaient les fosses : sous la voie piétonne
-------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------

Page 17 :

Photo des familles des victimes de la légion du Deuxième Drapeau, contemplant les restes exhumées

Début page 18 : Dans les premiers jours d'octobre de cette année- là, des dizaines d'entre -eux bien que l'on ne connaisse pas le nombre exact, furent assassinés dans l'Académie générale Militaire ; on suppose parce que les chefs militaires découvrirent leurs antécédents de gauche et leur intention de désertier. On transporta leurs cadavres au Cimetière dans des camions et furent enterrés là sans cercueils dans ces fosses. Leurs noms, sauf quelques exceptions, n'apparaissent pas dans les registres du Cimetière, ni sur les autres registres de décès de Saragosse.

Le 27 janvier 1979, Miguel Mireno, maire de Saragosse, autorisa Terencio Ruiz Gonzalez, représentant des parents des victimes assassinées en 1936, à « transférer les restes de ces dernières dans leur village natal moyennant la provision de 2000 pesetas au titre de taxe pour ladite exhumation ». Selon la « relation des défunts et des villages où on va les transférer » promulgué par la délégation Territoriale de Saragosse du ministère de la santé et de la Sécurité sociale, le transfert des restes des 175 personnes vers leurs village fut autorisé, 14 en Navarre et 2 dans la Rioja après avoir été identifiés par leur famille.

Lorsque l'on ouvrit ces fosses, on trouva les restes d'environ 27000 victimes, à l'exception de ceux de la Légion du 2^e drapeau de Sanjurjo, furent mis dans une fosse commune sous la voie piétonne des morts du Cimetière. Le 1^{er} maire de la démocratie actuelle, Ramon Sanz de Varanda, élu en avril 1979, ordonna la construction à cet endroit en souvenir, un simple monument une stèle avec un monolithe sur lequel on grava l'inscription : « A tous les morts pour la Liberté et la Démocratie 1936-1939 et après-guerre ». Il fut inauguré le 1^{er} novembre 1980.

Les passés traumatiques de guerres et de dictatures, provoquent d'habitude des conflits entre les mémoires différentes, individuelles et de groupes entre distinctes manières de voir l'histoire. Bien qu'il paraisse à beaucoup d'Espagnols que le fait d'avoir de mémoires divisées et confrontées soit seulement particulier à l'Espagne, en réalité cette fracture s'est produite et se produit dans tous les pays qui subirent des régimes politiques criminels, la Russie stalinienne, dans les dictatures militaires d'Amérique du sud.

La société qui surgit du franquisme et qui grandit dans les 2 premières décennies de la démocratie montra des indices élevés d'indifférence au sujet de la cause des victimes de la Guerre Civile et de la dictature. La lutte pour déterrer le passé occulté, la connaissance de la vérité et la demande de justice ne furent jamais des marques d'identité de la transition à la démocratie en Espagne, malgré l'effort de suffisamment d'historiens pour analyser les faits pour les comprendre et les transmettre aux générations futures.

L'Espagne était remplie de lieux de mémoire de vainqueurs de la guerre Civile, avec le Valle de los Caídos au premier plan, lieux de « défi au temps et à l'oubli », comme disait les franquistes, hommage au sacrifice des « héros et martyrs de la Croisade ».

Fin de la page 18.

Page 19 : Les autres morts les dizaines de milliers de « rouges » et « infidèles » assassinés pendant la guerre et l'après-guerre n'existaient pas. Mais ni les gouvernants ni les partis démocrates ne semblaient intéressés pour susciter un espace de débat sur la nécessité de réparer cette injustice. Et il n'y avait pas non plus une pression sociale forte pour éviter cet oubli officiel des crimes de la dictature franquiste

Tout cela commença à changer lentement, pendant la dernière moitié des années 1990, lorsque surgirent à la lumière, des faits et des données inconnus sur les victimes de la Guerre Civile et la violence franquiste, qui coïncidaient avec l'importance que prenait sur le plan international les débats sur les droits humains et les mémoires de guerres et dictatures, à la fin de la guerre froide et la disparition des régimes communistes en Europe de l'Est. Ainsi surgit une nouvelle construction sociale des souvenirs. Une partie de la société civile commença à se mobiliser ou créa des associations pour la récupération de la mémoire historique, des fosses furent ouvertes, pour chercher les restes des morts qui ne furent jamais enregistrés et les descendants des assassinés par les franquistes, leurs petits-enfants plus que leurs fils et filles, se demandèrent ce qui s'était passé, pourquoi cette histoire de morts et d'humiliation avait été occultée et qui avaient été les bourreaux.

Le passé s'obstinait à rester avec nous, à ne pas s'en aller, les actions pour préserver et transmettre la mémoire de ces victimes et surtout pour qu'elles aient une reconnaissance publique d'une réparation morale, rencontrèrent beaucoup d'obstacles.

Fin page 19 : Photo du monument aux morts pour la Démocratie

Page 20 : Photo parents de victimes montrant des photos.

Début page 21 : Le moment est venu pour la démocratie espagnole intégrer les diverses mémoires et assumer que la répression des militaires insurgés contre la République et la violence de la dictature de Franco nécessitent la réparation morale et la reconnaissance juridique et politique après tant d'années de marginalisation honteuse. C'est l'intention avec la quelle a été construit, en 2010, presque 75 ans après le soulèvement militaire à l'origine de la Guerre Civile, le Mémorial aux victimes du franquisme au Cimetière de Torrero, conformément à un accord unanime du conseil municipal de Saragosse, le 25 septembre 2009.

L'oubli officiel ne fera pas disparaître le souvenir des victimes, parce que personne n'a encore trouvé la formule pour effacer les passés traumatiques qui reviennent à la surface encore et encore. Le futur de la mémoire passe par le fait de faire connaître, de faire la publicité des faits de cette violence politique et la violation des droits humains, à nos jeunes, à ceux qui ne participèrent pas à cette histoire et leur transmettre à la fois des valeurs de tolérance et de liberté.

Il ne s'agit pas seulement de créer des tribunaux pour juger l'histoire mais de tenter de comprendre et d'expliquer ce qui arriva. Comme le laissa par écrit le père Perez de Aguirre dans « Mémoire des détenus disparus » en Uruguay : « Le passé n'est rappelé ni ne se juge seulement pour châtier ou condamner, mais pour apprendre ».

Fin de page 21 Photo du monument aux victimes du franquisme

Début de page 22 : Commentaire bibliographique

La recherche sur les victimes de la répression franquiste fut initiée il y a plus de vingt ans et ses résultats apparurent pour la 1^o fois Julian Casanova, Julita Cifuentes, Ma Pilar Maluenda y Pilar Salomon, El pasado oculto. Fascismo y violencia en Aragon (1936-1939), Siglo XXI, Madrid, 1992 (nuevas ediciones en Mira, Zaragoza, 1999 y 2001). De cette recherche, et telle que constatée dans la dernière édition du livre, provient le récit des victimes qui apparaît dans le « Mémorial aux victimes de la violence franquiste (1936-1946) » dressé au Cimetière de Torrero en 2010. Plus d'informations dans Julita Cifuentes Chueca y Pilar Maluenda Pons, El asalto a la Republica. Los orígenes del franquismo en Zaragoza (1936-39), institucion Fernando el Catolica, Zaragoza, 1995.

Information de base sur les prisonniers et la prison dans Yvan Heredia Urzaiz, delitos politicos et orden social. Historia de la carcel de Torrero (1928.1939), Mira Editores, Zaragoza,2005. Les mémoires du frère capucin Gumersindo de Estella furent publiées avec le titre Fusilados en Zaragoza,1936-1939.Tres anos de asistencia espiritual a los reos, Editores, Zaragoza,2003.

Analyses et récits généraux de victimes et bourreaux peuvent être trouvés dans Santos Julia (coord.), Julian Casanova, Josep Maria Solé y Sabaté, Joan Villaroya, Francisco Moreno, Morir, matar y sobrevivir. La violencia en la dictatura de Franco, 2001 (edicion en bolsillo, con notas, en Critica, Barcelona, 2005).

Début page 23 :

Mention : Crédits photographiques (non traduits)

Page 24 (4^o de couverture)

CHEMINS DU CIMETIERE DE TORRERO

LE CIMETIERE UN LIEU DE MÉMOIRE

Dans ce cimetière gisent les restes de plusieurs milliers de personnes assassinées pendant la Guerre Civile de 1936-1939 et la dictature de Franco. Nous nous en souvenons maintenant, après trois décennies de silence et d'oubli, en offrant l'information sur le lieu où elles furent exécutées et les fosses où elles furent enterrées. Et face à ce passé, apparaît ici aussi la mémoire des vainqueurs de la Guerre Civile, qui honora avec des monuments et des plaques commémoratives ses morts seulement, les « héros et martyrs morts dans la Glorieuse croisade ».

Ce sont les différents souvenirs et mémoires de cette guerre et du long après-guerre, les uns omniprésents et les autres dans le silence. Ce sont six lieux distincts qui évoquent le temps de l'oubli et du souvenir écoulés depuis juillet 1936 à novembre 2010.

Cimetière de Torrero
Bureau administration
Avenue de l'Amérique 94
.50007 Zaragoza